Questions orales

tenue d'un nouveau procès pour M. Latta puisqu'il semble qu'il pourrait avoir été condamné à tort vu qu'une déclaration faite sous signature en 1972 par M^{lle} Sylvia McCauley, qui a plus tard épousé le chef du jury, corrobore la version des faits donnée par M. Latta? Le ministre peut-il dire quand il sera en mesure de rendre une décision à propos de cette importante question de justice étant donné surtout que M. Latta est peut-être en prison pour un crime qu'il n'a pas commis?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice): J'espère que je pourrai le faire très prochainement, monsieur l'Orateur. Cependant, depuis la dernière fois que le député a posé une question à ce sujet, nous avons eu beaucoup de difficulté à interroger le témoin en cause et, de fait, nous avons dû renoncer à le faire. Nous attendons maintenant que le cabinet du procureur général de l'Alberta prenne une décision définitive et nous fasse parvenir un rapport sur l'affaire.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, étant donné qu'il est possible que la Couronne ait été au courant de ce témoignage, mais que celui-ci n'ait pas été présenté lors du procès, ce qui aurait amené l'avocat de la défense à ne pas faire témoigner l'accusé en sa propre faveur, et que si le jury avait entendu ce témoignage, l'accusé aurait peut-être été acquitté au lieu d'être trouvé coupable, le ministre tiendra-t-il compte de ces faits, surtout vu que l'avocat de la défense n'était pas au courant de tout cela?

M. Basford: Monsieur l'Orateur, sans accepter tout à fait cette version du procès, je dirai que nous allons tenir compte de tous les facteurs en jeu avant de décider soit de renvoyer l'affaire à la cour d'appel, soit d'instruire un nouveau procès.

* * *

LE CABINET

LES PROPOS TENUS EN PUBLIC PAR LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL AU SUJET DE L'AFFAIRE DE LA STATION CFCE—
DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au solliciteur général une question qui fait suite à celle que je lui adressais mardi, au sujet de sa participation à une tribune radiophonique à Winnipeg. A la fin de l'émission il avait exprimé l'espoir que ses propos ne constituaient pas un outrage au tribunal. Comme il a commenté une affaire pendante devant les tribunaux du Québec, et qui met en cause la station radiophonique CFCE, de Montréal, j'aimerais savoir s'il en a parlé au premier ministre, comme ce dernier l'a promis, et s'il y a des choses dont il doit nous informer à propos de cette conduite inhabituelle de la part d'un ministre?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai parlé de la chose au premier ministre et au ministre des Communications. Comme le député l'a signalé, j'ai participé à une tribune radiophonique au cours de laquelle on m'a demandé ce que je pensais de l'enquête effectuée par le CRTC sur la station radiophonique CFCE, et si à mon avis il y avait là violation de la liberté de la

[M. Woolliams.]

presse. J'ai répondu qu'à mon avis le CRTC devait absolument instruire cette plainte, mais que je ne connaissais pas d'avance l'issue de l'enquête. J'ai ajouté que je m'étais opposé au bill C-22, et qu'à ma connaissance je ne voyais là rien de mal.

* * *

● (1500)

[Français]

LES COMMUNICATIONS

LA CÂBLOVISION—LA POSSIBILITÉ D'ACCORDER DE NOUVEAUX POUVOIRS AUX PROVINCES APRÈS CONSULTATION—LA POSITION DU MINISTRE

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Communications.

La semaine dernière, à Montréal, le ministre, lors d'une conférence, déclarait que le Québec pourrait fort bien, dans un avenir prochain, exercer des pouvoirs tout à fait légitimes sur un bon nombre d'aspects locaux mais fort importants de la câblodiffusion. Compte tenu de l'impact culturel de la câblodiffusion sur toutes les petites collectivités dont la vitalité lui apparaît indispensable à la sécurité culturelle du Québec dans les présentes circonstances, et compte tenu de l'attitude fort différente mais fort encourageante de son prédécesseur, j'aimerais demander au ministre si elle a l'intention de présenter le plus tôt possible des propositions qui correspondent à l'esprit de sa conférence de la semaine dernière, afin de connaître les pouvoirs qu'elle semble vouloir laisser aux provinces à ce sujet.

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications): Monsieur le président, je crois que l'honorable député se triture les méninges, afin de trouver des différences profondes entre les propositions qui avaient été faites par mon prédécesseur et les miennes. Essentiellement, dans mon discours de la semaine dernière, j'ai tâché de résumer l'ensemble des propositions qui avaient déjà été faites en termes assez généraux, je l'avoue, mais je les ai faites également aux provinces dans des termes assez généraux, car les négociations ne seront pas du tout entreprises avec ces mêmes provinces. J'ai indiqué qu'il était nécessaire, à mon sens, en particulier pour la province de Québec, en vue d'assurer sa sécurité culturelle, de retrouver une certaine autorité sur le système de câblodiffusion, qui a un impact local certain et qui peut avoir une influence importante sur la culture des petites collectivités. Par conséquent, cette offre qui a toujours existé est renouvelée par moi-même, et les termes pourront se préciser au fur et à mesure que je prendrai mieux conscience des revendications et des besoins des provinces.

M. La Salle: Monsieur le président, compte tenu de la réponse du ministre qui semble toujours fort bien disposée, est-ce que je puis lui demander si elle a l'intention de convoquer les ministres responsables des provinces à ce sujet et de nous faire part de ces décisions à la Chambre sous forme de propositions?

Mme Sauvé: Monsieur le président, aucune réunion des ministres des Communications n'est prévue dans un avenir immédiat. Toutefois, je commence dès la semaine prochaine une tournée des provinces pour rencontrer mes homologues provinciaux.